

Communiqué de presse

Berne, le 6 septembre 2022

Sauver les accords bilatéraux: Le monde agricole a une responsabilité à assumer

L'agriculture et le secteur alimentaire suisses tirent profit des accords bilatéraux avec l'UE. La Communauté d'intérêt du Secteur agroalimentaire met le projecteur sur les atouts de l'accord agricole et de celui sur les produits transformés. Elle requiert que le Conseil fédéral et toutes les forces vives de la fourche à la fourchette assument bien davantage que jusqu'ici leurs responsabilités pour sauver la voie bilatérale.

Les accords bilatéraux garantissent la sécurité d'approvisionnement et la sécurité des aliments; ils sont le gage de relations fiables avec l'UE. Grâce à eux, la Suisse participe à un espace économique attractif. Grâce à eux, les fromages, chocolats et biscuits suisses trouvent le chemin des consommateurs européens. Il faut aussi mentionner que seuls ces accords assurent l'autonomie de la politique agricole sur la durée.

La CI Secteur agroalimentaire estime que c'est notamment le devoir de **l'Union suisse des paysans, de l'industrie alimentaire, des producteurs de lait et du commerce de détail** de communiquer publiquement sur les risques engendrés par l'érosion de la voie bilatérale, en particulier pour la sécurité des aliments et des marchés d'approvisionnement et d'écoulement sans obstacles. L'érosion ne fait qu'accroître la pression en faveur d'accords commerciaux de substitution avec des pays tiers, qui ne représentent guère de chances mais de multiples désavantages pour l'agriculture suisse.

Dans les organisations agricoles et les milieux politiques qui leur sont proches, il faut mener une discussion ouverte sur la peur des « juges étrangers ». Une aversion généralement motivée par la tactique politicienne est à mettre de côté ; il faut soupeser objectivement les avantages et désavantages pour le secteur agricole. D'ailleurs, dans le cadre de l'OMC, la Suisse admet sans problème un « tribunal étranger ».

La valse-hésitation du Conseil fédéral a assez duré. La CI Secteur agroalimentaire attend de lui et du parlement que la position de la Suisse par rapport à l'UE soit maintenue et renforcée ; elle refuse que la Suisse descende « l'escalier de Barnier ».

Contact: Jacques Chavaz, président, 079 763 87 76; Christof Dietler, gérant, 079 777 78 37 et le [comité de la CISA](#); **Citations :** cf. [page suivante](#)

La CISA et [sa position sur l'Europe](#).

CISA – une plate-forme pour la filière agricole et agroalimentaire suisse. Les agriculteurs, les fromagers, les commerçants, les consommateurs, etc. échangent et dialoguent. Des sujets inconfortables sont discutés : les déficits tant sur les marchés qu'en matière de durabilité ou les relations non clarifiées avec nos voisins européens. La CISA s'engage pour la Suisse en tant que place économique agricole et alimentaire et pour une approche volontaire et intelligente des marchés étrangers intéressants.



Pourquoi faut-il sauver les accords bilatéraux

Le secteur suisse des semences est dépendant dans une très large mesure de relations équilibrées avec les pays voisins.

Christof Rüfenacht, gérant de la Fédération suisse des producteurs de semences

Le libre-échange du fromage a grandement amélioré l'esprit d'entreprise et l'innovation dans la branche. Pour nous, des relations stables et durables avec l'UE sont absolument essentielles.

Hans Aschwanden, président de FROMARTE

L'économie laitière suisse est fortement dépendante des exportations sur le marché de l'UE. Il est urgent de remettre sur des fondations solides les relations commerciales actuellement vacillantes avec nos principaux partenaires.

Daniel Weilenmann, responsable politiques agricole et économique Emmi

Les accords bilatéraux ont créé un espace bio commun avec l'UE. C'est un grand avantage pour les consommateurs, les paysans bio et le commerce. La Suisse ne peut assurer des relations commerciales fiables et une politique alimentaire durable qu'ensemble avec l'UE.

Urs Brändli, président de Bio Suisse

De Nespresso jusqu'aux pâtes Leisi en passant par les laits pour nourrissons – 80% de l'assortiment Nestlé produit en Suisse sont exportés. Le plus grand marché d'exportation est l'Union européenne. C'est pourquoi, pour nous, de bonnes relations avec l'UE sont essentielles.

Daniel Imhof, Head of Agricultural Affairs Nestlé

Notre offre sûre et avantageuse en denrées alimentaires est fondée sur de bons rapports avec l'UE. Sans accords bilatéraux, la sécurité des aliments n'est pas garantie. Elle menace de s'éroder.

Susanne Staub, comité du Forum suisse des consommateurs

Le fromage, le chocolat et les biscuits suisses trouvent des consommateurs qui apprécient la qualité suisse dans les pays de l'UE. De très nombreux postes de travail en dépendent. Les accords bilatéraux avec l'UE sont indispensables

Urs Furrer, directeur de Chocosuisse/Biscosuisse

Les accords bilatéraux nous apportent la reconnaissance mutuelle des contrôles, ce qui permet des économies. Le commerce suisse de fruits et légumes mise sur des relations bien réglées avec l'UE.

Martin Farner, président de Swisscofel, Union suisse du commerce de fruits, légumes et pommes de terre

Les accords bilatéraux assurent la reconnaissance mutuelle des appellations d'origine protégées (AOP) et des indications géographiques (IGP). C'est vital pour défendre nos produits authentiques sur notre plus grand marché.

Philippe Bardet, directeur de l'Interprofession du Gruyère

Nous avons besoin des voix du secteur agroalimentaire pour combattre l'isolement de la Suisse, pour s'engager en faveur de la sécurité de l'approvisionnement et pour un partenariat avec l'Europe.

Rudolf Minsch, economiesuisse, responsable politique économique / économiste en chef



L'accord vétérinaire protège mieux le secteur du bétail et de la viande contre d'éventuels scandales, il assure la sécurité des aliments et la traçabilité et permet d'économiser des coûts. Une relation bien réglée avec l'UE va dans l'intérêt de l'économie animale suisse.

Mathias Gerber, président de Vache mère suisse

Préserver et développer les accords bilatéraux, c'est vital pour la sécurité des aliments, c'est à dire pour la santé de la population suisse, comme pour maintenir notre potentiel d'exportation.

Lorenz Hirt, gérant de la fial

Nous avons besoin de toutes les mesures pour sécuriser l'approvisionnement en électricité en Suisse et en Europe. Parmi elles, une forte production d'énergies renouvelables dans le pays et un accord sur l'électricité avec l'UE.

Ronan Bourse, président de la direction d'Ökostrom Suisse